

ES ORIENTATIONS ET SUPPORTS POUR  
TOUTES LES PARTIES PRENANTES  
POUR PRENDRE PART AUX DIALOGUES  
D'ACTION



**DIALOGUES D'ACTION 2021  
POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU  
DÉVELOPPEMENT**

*Promouvoir des partenariats et une reddition de comptes efficaces au  
niveau national*



## A PROPOS DE CE GUIDE

Le [Partenariat Mondial pour une Coopération Efficace au service du Développement](#) appelle les gouvernements des pays partenaires à réunir les parties prenantes au niveau national et à mener un Dialogue d'Action afin d'établir une compréhension et des orientations communes sur l'importance de l'efficacité. Il s'agit d'intensifier d'urgence les partenariats efficaces - en renforçant la façon dont nous travaillons ensemble - afin de maximiser l'impact sur le développement pour la reconstruction post COVID-19 et la mise en œuvre des ODD. Organisé sous la forme d'un atelier autonome, d'une série de dialogues ou dans le cadre des efforts de développement en cours, le Dialogue d'Action est dirigé par le pays, fait intervenir plusieurs parties prenantes et contribue de manière tangible à rendre la coopération au développement plus efficace. En outre, ces dialogues donneront une impulsion à la troisième réunion de haut niveau du Partenariat Mondial en 2022 et constitueront une contribution essentielle au rapport phare du Partenariat sur l'amélioration de l'efficacité de la coopération au développement.

### QU'EST CE QUE LA COOPERATION EFFICACE AU DEVELOPPEMENT ?

Le passage de milliards à des billions de dollars répondra-t-il aux besoins pour aider à réaliser les SDG d'ici 2030 ? Si, la quantité est une face de la médaille, la qualité, ou l'utilisation efficace des ressources, en est l'autre.

Les efforts internationaux visant à rendre la coopération au développement plus efficace s'appuient sur plus d'une décennie de délibérations, de leçons et de progrès. Cela va de [la Déclaration de Paris de 2005](#) sur l'Efficacité de l'Aide jusqu'au [Partenariat de Busan de 2011](#) pour une coopération efficace au développement, qui a été approuvé par 161 gouvernements ainsi que par des chefs d'institutions multilatérales et bilatérales, des représentants de la société civile, du secteur privé, des parlementaires et d'autres acteurs engagés à renforcer l'efficacité de leurs efforts communs en faveur du développement. Le partenariat de Busan définit quatre principes reconnus au niveau international qui incarnent une coopération au développement efficace. Ces principes - appropriation par les pays, accent mis sur les résultats, partenariats inclusifs, transparence et responsabilité - marquent un changement fondamental ; ils vont au-delà de la notion d'aide traditionnelle pour reconnaître les rôles de plus en plus importants des divers acteurs du développement. Ils sont fermement ancrés dans des engagements et des actions spécifiques que les différentes parties prenantes ont accepté de respecter.

Outre le suivi des progrès réalisés au niveau international pour respecter ces engagements, le Partenariat Mondial pour une Coopération Efficace au service du Développement soutient une série d'actions qui visent à renforcer les partenariats pour le développement par une coopération plus efficace (voir figure 1). Afin de soutenir les pays et les acteurs du développement tout au long du cycle de promotion d'une coopération au développement efficace, le Partenariat mondial invite les pays à mener un dialogue d'action.



Figure 1: Cycle pour améliorer l'efficacité de la coopération au service du développement

## POURQUOI LES DIALOGUES D'ACTION 2021?

La réalisation des ODD nécessitera - aujourd'hui plus que jamais à la lumière de la COVID-19 et de ses nombreuses implications - une coopération et des partenariats efficaces entre les acteurs publics, privés, internationaux et nationaux. Reconnaissant que chaque pays se trouve à un stade différent de la progression d'une coopération au développement efficace, ainsi que la nécessité de soutenir les efforts en cours en vue de l'Agenda 2030 et d'obtenir des résultats plus durables en matière de développement, les Dialogues d'Action 2021 sont essentiels pour :

- Stimuler le dialogue mené par les pays sur les progrès et les défis en vue de partenariats plus efficaces, le cas échéant en s'appuyant sur les données et les enseignements du suivi du Partenariat Mondial, afin de parvenir à une compréhension commune de l'état de la coopération efficace au développement dans le pays.
- Renforcer l'engagement des parties prenantes dans la planification et les processus de développement, et mobiliser tous les partenaires pour qu'ils soient plus efficaces, conformément aux engagements et aux principes convenus au niveau international, ainsi qu'aux approches "pangouvernementale" et "pansociétale" requises pour réaliser les ODD.
- Intégrer (ou renforcer) les actions critiques qui rendent les partenariats de développement plus efficaces au sein des systèmes et processus nationaux, y compris par exemple l'élaboration ou la révision d'un plan de développement national, d'un cadre pour les résultats du développement national ou d'une stratégie de coopération au développement, l'établissement d'un Cadre de Financement National Intégré et/ou la réalisation d'une Evaluation du Financement du Développement, ou l'évaluation des progrès nationaux vers les ODD, notamment par le biais de la Revue Nationale Volontaire.
- Stimuler le changement des politiques, des systèmes et des comportements en encourageant toutes les parties prenantes à prendre des mesures concrètes pour renforcer les partenariats et rendre la coopération au développement plus efficace.

Les Dialogues d'action 2021 donneront un élan **à la troisième réunion de haut niveau du Partenariat Mondial (HLM3) en 2022**. Les Dialogues permettront de recueillir les enseignements, les idées et les défis des pays qui bénéficieraient d'une réflexion et d'une attention plus approfondies au niveau mondial. Ils mettront l'accent sur les bonnes pratiques ainsi que sur les problèmes communs ou les engagements non respectés qui doivent être abordés. Ils placeront également l'expérience des pays au centre des efforts mondiaux visant à améliorer l'efficacité de la coopération au développement.

## EN QUOI CONSISTE UN DIALOGUE D'ACTION 2021?

Un Dialogue d'Action peut être un atelier autonome, une série de dialogues ou être organisé dans le cadre des efforts de développement en cours et intégré dans les forums et mécanismes de développement national existants/prévus. **Un dialogue d'action est:**

- ⇒ **Dirigé par le pays**, par les pays partenaires au niveau national
- ⇒ **Multipartite**, engageant tous les acteurs et partenaires nationaux concernés.
- ⇒ **Un dialogue d'Action contribue de manière tangible à rendre la coopération au développement plus efficace** - par un dialogue renforcé, l'engagement des parties prenantes et le changement de comportement - en s'appuyant sur les principes d'efficacité, les engagements et les dernières preuves des progrès réalisés, en s'appuyant sur les données de suivi du Partenariat Mondial lorsqu'elles sont disponibles

**Les pays peuvent chercher établir une compréhension commune de l'importance des quatre principes d'efficacité dans le contexte actuel ou approfondir des questions d'efficacité plus spécifiques à leur contexte national.**

Ce qui suit met en évidence les types de questions qui sont susceptibles d'être abordées dans le cadre d'un dialogue d'action:

- En ce qui concerne les progrès réalisés par rapport aux engagements convenus en matière d'efficacité, quels sont vos principaux succès et échecs ? (Réflexion sur les [résultats du suivi de 2018](#), le cas échéant)
- Quelles sont les raisons des progrès ou de l'absence de progrès concernant les engagements d'efficacité convenus ?
- Quelles possibilités ou points d'entrée pourraient être utilisés pour mieux tirer parti des principes d'efficacité afin de stimuler les efforts de coopération au développement et de cultiver des partenariats multipartites plus solides et plus inclusifs ?
- Quels sont les plus grands défis auxquels vous (ou votre groupe d'intérêt) êtes confrontés pour respecter les engagements d'efficacité convenus que votre groupe d'intérêt s'est engagé à respecter ?
- Que peut faire votre groupe d'intérêt pour stimuler les progrès vers les engagements d'efficacité convenus qui restent difficiles à tenir ? Quel rôle peuvent jouer les autres groupes d'intérêt à cet égard ?
- Quelles sont les possibilités d'accroître l'efficacité de la coopération et des partenariats afin d'obtenir un impact sur le développement durable dans votre pays ?
- Quelles sont les actions nécessaires au niveau mondial pour faire progresser une coopération au développement plus efficace au niveau national ?

## COMMENT COMMENCER À PLANIFIER UN DIALOGUE D'ACTION ?

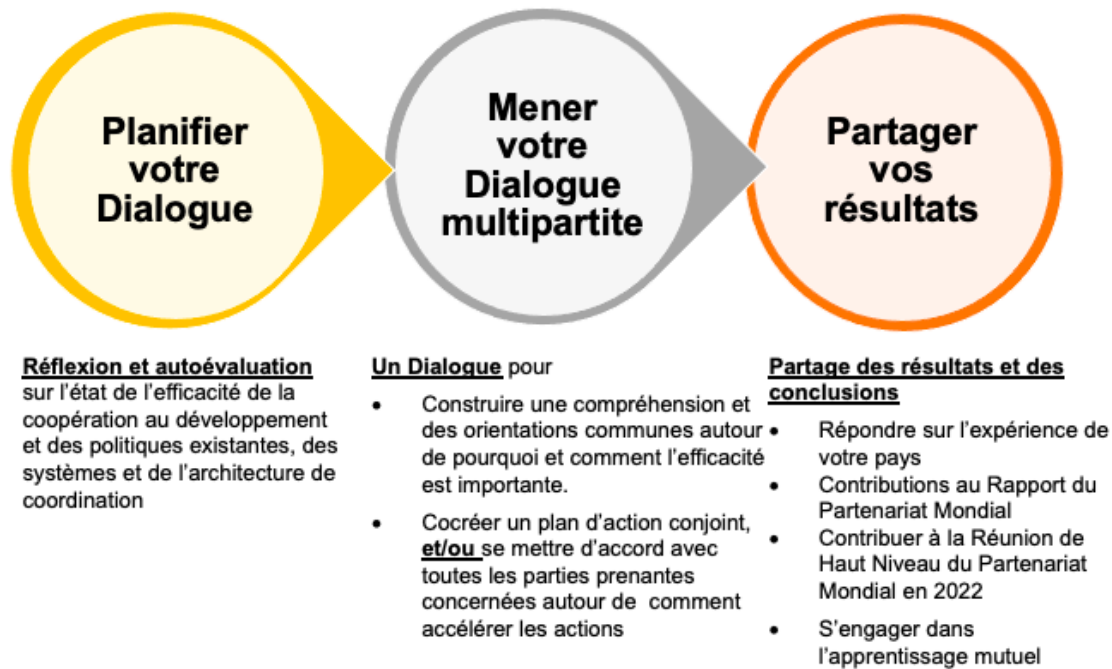
De nombreux documents et informations de base sont disponibles pour soutenir chaque phase d'un dialogue d'action (voir figure 2). Les documents suivants fournissent des informations générales et un contexte utiles :

- ⇒ Le [rapport de progres de 2019 du pmced](#), qui donne un aperçu de l'état d'avancement de la mise en œuvre des principes et des engagements en matière d'efficacité.
- ⇒ [Les Profils de suivi des pays du PMCED](#), qui mettent en évidence les résultats par pays et par territoire
- ⇒ [Données de suivi](#) sur l'efficacité de la coopération au développement remontant à 2006
- ⇒ Le [Compendium Global de Bonnes Pratiques](#) avec des exemples de pays sur les bonnes pratiques pour la mise en œuvre des engagements d'efficacité.

En outre :

- ⇒ Un [guide technique complet](#) est disponible pour aider les gouvernements des pays partenaires à planifier, exécuter et rendre compte des résultats d'un dialogue d'action.
- ⇒ Des documents et des conseils - par souci de cohérence - sont fournis dans la section ci-dessous pour soutenir leur participation active.
- ⇒ Des conseils et un soutien supplémentaire pour aider à orienter les délibérations sur la portée et l'orientation du dialogue sont disponibles en annexe.

Figure 2. Etapes clés d'un Dialogue d'Action



## COMMENT LES PARTIES PRENANTES PEUVENT PARTICIPER ?

En tant qu'initiative multipartite, les gouvernements des pays partenaires sont encouragés à faire participer toutes les parties prenantes concernées à leur dialogue d'action de manière participative et multipartite. Il s'agit, par exemple, de faire participer tous les points focaux du gouvernement, les partenaires de développement, le parlement, les organisations de la société civile (OSC), les fondations, le secteur privé et/ou les représentants des autorités infranationales.

De la même manière que la réalisation de l'Agenda 2030 nécessite une approche globale de la société, chaque partenaire a un rôle important à jouer dans la promotion et la mise en œuvre de partenariats plus efficaces pour le développement. Tous les acteurs concernés doivent être associés à chaque phase d'un dialogue d'action (voir figure 2), depuis la planification et la tenue du dialogue jusqu'au compte rendu des résultats.

Les documents ci-dessous fournissent des orientations supplémentaires, par groupe d'intérêt, qui aideront à la réflexion, à l'auto-évaluation et à la préparation de la participation à un dialogue d'action. Ces documents couvrent une série de sujets, notamment l'évaluation des performances en termes de respect des engagements d'efficacité, la réflexion sur les performances des autres groupes d'intérêt, le suivi des outils de données, ainsi que les principes, lignes directrices et exemples de bonnes pratiques liés à une coopération au développement efficace.



|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>Partenaires de développement</b>             | <a href="#">Guide de réflexion sur les performances des partenaires au développement</a>   | Comment agir, interpréter et réfléchir sur les résultats du suivi du Partenariat Mondial sur lesquels les partenaires du développement se sont engagés   |
|   | <a href="#">Outil de profilage des données</a><br><a href="#">Guide de réflexion sur l'efficacité des OSC</a>                    | Profils individuels des partenaires de développement<br>Comment interpréter, réfléchir et agir sur les résultats du suivi du Partenariat mondial en matière d'efficacité des OSC et d'environnement favorable    |
|   | <a href="#">Membres du comité d'Aide au Développement et de la Société Civile</a>  | Une étude de l'OCDE sur la manière dont les membres du CAD soutiennent la société civile et s'engagent avec elle   |
| <b>Organisations de la Société Civile (OSC)</b> | <a href="#">Guide de réflexion sur l'efficacité des OSC</a>  | Comment interpréter, réfléchir et agir sur les résultats du suivi du Partenariat Mondial en matière d'efficacité des OSC et d'environnement favorable  |
|   | <a href="#">Orientations et bonnes Pratiques</a>   | Sur l'efficacité du développement des OSC et l'environnement favorable   |
|   | <a href="#">Réflexions de la société civile sur les droits de l'homme et l'efficacité du développement</a>                       | Réflexions de la société civile avec une approche de l'efficacité du développement centrée sur les droits de l'homme   |
| <b>Secteur Privé</b>                            | <a href="#">Membres du comité d'Aide au Développement et de la Société Civile</a>  | Une étude de l'OCDE sur la manière dont les membres du CAD soutiennent la société civile et s'engagent avec elle   |
|   | <a href="#">Guide de réflexion sur l'efficacité de l'engagement du secteur privé</a><br><a href="#">Les Principes de Kampala</a> | Comment interpréter, réfléchir et agir sur les résultats du suivi du Partenariat Mondial sur le dialogue Public-Privé<br>Cinq principes pour un engagement du secteur privé dans la coopération au développement |
| <b>Syndicats</b>                                | <a href="#">Profils pays axés sur les syndicats</a>  | Messages clés issus du suivi et de l'analyse nationale des syndicats par pays  |
|   | <a href="#">Guide de réflexion sur l'engagement du secteur privé</a>   | Comment interpréter, réfléchir et agir sur les résultats du suivi du Partenariat Mondial sur le dialogue public-privé  |
| <b>Parlementaires</b>                           | <a href="#">Lignes directrices de l'UIP (Union Inter-Parlementaire) et du PNUD</a>   | Comment renforcer l'engagement et la contribution des parlements à une coopération au développement efficace   |
| <b>Fondations</b>                               | <a href="#">Lignes directrices pour un engagement philanthropique efficace</a>   | Visé à aider les fondations à améliorer les résultats du développement par la collaboration  |
|   | <a href="#">Rapprocher les fondations et les gouvernements - Une Analyse pays transversale</a>                                   | Études de cas par pays sur la mise en œuvre des lignes directrices pour un engagement philanthropique efficace   |
| <b>Gouvernements Locaux</b>                     | <a href="#">Engager les Gouvernements Locaux</a>   | Une note de sensibilisation sur la manière dont les gouvernements locaux peuvent mieux s'engager dans une coopération au développement efficace  |

## 1. COMMENT SERONT PARTAGES LES RESULTATS ?

En plus de permettre aux pays de mettre en œuvre les enseignements tirés du suivi du Partenariat Mondial et de stimuler les efforts en vue de partenariats plus efficaces, les dialogues d'action serviront aussi plus largement à informer et à fournir des contributions essentielles :

- Le rapport phare du Partenariat Mondial sur l'amélioration de l'efficacité de la coopération au développement
- Réunions du Partenariat Mondial, y compris la troisième réunion de haut niveau (HLM3) en 2022
- Les "histoires de progrès" du Partenariat Mondial et la plate-forme de partage des connaissances
- Dans la mesure du possible, d'autres domaines d'action pertinents du Partenariat mondial sont mis en œuvre, notamment les domaines d'action du Partenariat Mondial, les engagements en ligne de la PMCED, afin de contribuer à l'optimisation des ressources et des connaissances

## 2. QUEL APPUI SERA DISPONIBLE ?

Certains pays peuvent entreprendre un Dialogue d'Action en s'appuyant sur leurs mécanismes existants et sur le soutien de leurs partenaires au niveau national. D'autres peuvent avoir besoin d'un soutien extérieur supplémentaire pour entreprendre le dialogue. Les coprésidents et le comité directeur du partenariat mondial s'efforceront de mobiliser les partenaires et d'identifier les parties prenantes et les réseaux qui participeront au dialogue. En outre, l'Equipe d'Appui Conjoint OCDE-PNUD aidera les pays à accéder aux outils disponibles et à les utiliser pour planifier, exécuter et rendre compte de leur Dialogue d'Action.

## 3. COMMENT PARTICIPER ?

Tous les pays sont encouragés à entreprendre un Dialogue d'Action en 2021, y compris ceux qui n'ont pas pu participer aux précédents cycles de suivi du Partenariat Mondial.

***Exprimez votre intérêt à participer à un Dialogue d'Action Dialogue [ici](#).  
Pour plus d'informations ou pour savoir si le pays dans lequel vous travaillez participe, veuillez contacter [monitoring@effectivecooperation.org](mailto:monitoring@effectivecooperation.org)***

## ANNEXE A : LISTES DE CONTRÔLE POUR LA PLANIFICATION D'UN DIALOGUE D'ACTION ET MODÈLE DE RAPPORT

### A. Liste de contrôle pour déterminer la portée et l'orientation

Cette liste de contrôle peut être utilisée pour déterminer **ce que** votre Dialogue d'action vise à réaliser (objectif et portée).

| <b>Déterminer l'objectif d'un Dialogue d'action : Pourquoi allez-vous organiser un Dialogue d'action et sur quoi portera-t-il ?</b>   |  |
|---|--|
| <b>Réfléchissez :</b>   | <b>Envisagez un Dialogue d'action pour...</b>  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• La qualité, l'efficacité et l'impact de la coopération et des partenariats au service du développement dans le cadre de la pandémie de COVID-19 ont-ils fait l'objet d'une attention nouvelle ?</li> </ul> | ⇒ tirer parti de l'attention nouvelle et définir une vision commune de l'efficacité de la coopération et des partenariats  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Existe-t-il des préoccupations et des défis majeurs liés à la manière dont la coopération et les partenariats au service du développement s'efforcent de répondre aux ODD ?</li> </ul>                     | ⇒ sensibiliser à ces défis et établir une compréhension commune des défis et de ce qui doit être fait et par qui   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Votre pays a-t-il entrepris le cycle de suivi 2018 du Partenariat mondial ?</li> </ul>   | ⇒ discuter des domaines dans lesquels des progrès ont été accomplis et de ceux dans lesquels il n'y en a pas eu, et réfléchir à la manière dont les défis influencent l'utilisation efficace des ressources et la capacité à catalyser des partenariats plus nombreux et de meilleure qualité  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelles sont les questions les plus urgentes concernant l'utilisation efficace de la coopération et des partenariats au service du développement pour le gouvernement ?</li> <li>•</li> </ul>              | ⇒ examiner les facteurs qui expliquent la persistance des défis et les changements nécessaires au niveau des politiques, des systèmes et des procédures. Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ renforcement de la planification du développement et des cadres de résultats, y compris de l'alignement des ODD ;</li> <li>○ renforcement et utilisation des systèmes de gestion des finances publiques (GFP) ;</li> <li>○ inclusion du processus de développement ;</li> <li>○ implication de groupes de parties prenantes spécifiques ;</li> <li>○ mise en place de systèmes de données nationaux ;</li> <li>○ prévisibilité et transparence de la coopération.</li> </ul> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Y a-t-il des types de partenaires spécifiques avec lesquels votre pays souhaite mobiliser et renforcer son engagement ?</li> </ul>   | réfléchir à des conditions favorables pour renforcer l'engagement avec des partenaires spécifiques, notamment la société civile et le secteur privé  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Votre cadre de reddition de comptes mutuelle ou de coopération reflète-t-il une approche de l'ensemble de la société pour le développement pour les ODD ?</li> </ul>                                       | ⇒ réfléchir à la manière dont les principes d'efficacité peuvent être mis à profit pour aborder plus largement la manière dont le gouvernement et les partenaires travaillent ensemble dans ces mécanismes de reddition de comptes et de coopération/coordination  |



**Déterminez les résultats attendus : Comment les résultats vont-ils contribuer au renforcement de la politique de coopération et de partenariat et des mécanismes de coordination propres à chaque pays ?**

| Réfléchissez :   | Envisagez un Dialogue d'action pour...   |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Existe-t-il une politique ou une stratégie nationale de coopération au service du développement qui guide la manière dont la coopération pour le développement est utilisée/entreprise ?</li> </ul>   | <p>⇒ réfléchir à la manière dont les politiques ou stratégies existantes pourraient devoir évoluer dans le contexte du paysage changeant du financement et des partenariats, et concevoir un ensemble de recommandations (c'est-à-dire un plan d'action conjoint) qui puisse éclairer la mise en œuvre de votre politique nationale de coopération au service du développement</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Existe-t-il un cadre de reddition de comptes mutuelle qui rassemble le gouvernement et les partenaires afin qu'ils se tiennent mutuellement responsables de la mise en œuvre des principes d'efficacité et de la réalisation des résultats souhaités en matière de coopération au service du développement (c'est-à-dire un examen annuel des performances des partenaires de développement, un examen annuel du portefeuille, etc.) ?</li> </ul> | <p>⇒ informer sur la manière d'accélérer les actions convenues et de fournir des contributions (engagements et/ou actions renouvelés) pour la révision d'un tel cadre de reddition de comptes mutuelle</p>   |

**B. Liste de contrôle pour planifier un Dialogue d'action efficace**

La liste de contrôle ci-dessous peut être utilisée pour déterminer à quel moment et avec qui le Dialogue d'action peut être organisé.

| Caractéristiques clés d'un Dialogue efficace  | Réfléchissez :   |
|---|--|
| <b>Appropriation par les pays</b>   |  |
| <p>► <b>S'assurer de l'adhésion des milieux politiques et des hauts responsables</b></p>                                    | <p>Votre Dialogue d'action pourrait-il être présidé par un ministre chargé de la coopération ou des partenariats au service du développement ? Quels ministères (et département spécifique) sont responsables de la gestion de la coopération au service du développement ? Comment votre Dialogue d'action impliquera-t-il les principales institutions gouvernementales dans les ministères, départements et organismes concernés ?</p>  |
| <p>► <b>Intégrer le Dialogue d'action aux initiatives de mise en œuvre et de financement des ODD nationaux en cours</b></p> | <p>Des changements ont-ils été apportés à l'architecture de la coopération compte tenu de l'évolution du paysage de la coopération et du partenariat dans le contexte du Programme 2030 (y compris pour les rapports concernant les ODD) ? Existe-t-il une structure institutionnelle établie chargée d'assurer l'efficacité et/ou la qualité de la coopération et des partenariats en faveur des ODD dans votre pays ? Votre Dialogue d'action peut-il se situer dans un dialogue entre parties prenantes envisagé dans le contexte de discussions autour du plan de développement national, du processus de financement du développement, de l'examen des ODD et des cadres de reddition de comptes ?</p> <p><i>Voici quelques exemples courants :</i></p> |

|  |   |
|--|---|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Forum national sur la politique et la mise en œuvre des ODD, examen national du développement multipartite et/ou forum national de coopération au service du développement</li> <li>• Examens nationaux volontaires prévus pour 2021 et au-delà (voir <b>l'encadré A</b> de la section 2.2 sur la manière dont le suivi du Partenariat mondial peut informer les examens nationaux volontaires)</li> <li>• Réunions du comité de dialogue et/ou de surveillance prévues dans le cadre des travaux relatifs aux cadres de financement nationaux intégrés (INFF)</li> <li>• Réunions de partenariat (telles que celles entre le gouvernement et les partenaires de développement) présidées par un ministère chargé de la coopération au service du développement</li> <li>• Forum national des OSC et/ou plateforme/forum de dialogue public-privé</li> </ul> |
|--|---|

### Un engagement significatif de l'ensemble des parties prenantes

|  |  |
|--|--|
| <p>► Engager tous les acteurs du développement concernés</p> | <p>Conformément à la préconisation du Programme 2030 pour une approche de « l'ensemble de la société pour le développement », qu'adoptent les parties prenantes actuellement impliquées dans les processus de développement national et qui se reflète dans le large spectre des différents acteurs et parties prenantes du pays, quelles parties prenantes doivent encore être impliquées ou tireraient profit d'un engagement renforcé et/ou plus significatif ? Quelles sont les plateformes multipartites/groupes et associations de parties prenantes existants qui pourraient être mobilisés/incités à participer au Dialogue d'action ? Y a-t-il des lacunes dans l'implication de certains acteurs du développement/parties prenantes ?</p> <p><i>Canaux courants pour impliquer différents groupes de parties prenantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La société civile pourrait être impliquée par le biais d'une plateforme de coordination OSC nationale</li> <li>• Le secteur privé pourrait être impliqué par le biais d'associations professionnelles, de fondations de responsabilité sociétale des entreprises, de la Chambre nationale du commerce, de forums de chefs d'entreprise et d'espaces de dialogue (public-privé) établis</li> <li>• Les syndicats pourraient être impliqués par le biais d'un forum de syndicats national</li> <li>• Les parlementaires pourraient être impliqués par le biais d'un comité ou d'un organe parlementaire supervisant le budget national et/ou les ressources de la coopération pour le développement</li> <li>• Les gouvernements locaux pourraient être impliqués par le biais de mécanismes de coordination gouvernementale locaux et/ou d'assemblées provinciales au niveau infranational</li> <li>• Les fondations pourraient être impliquées directement par le biais des organisations les plus actives du pays où les fondations ne disposent pas d'un organe de coordination</li> <li>• Le milieu universitaire pourrait être impliqué par le biais d'un conseil national d'éducation ou directement grâce aux principales universités nationales</li> </ul> <p>Le comité de direction du Partenariat mondial est riche dans la diversité de ses groupes de parties prenantes. Si vous avez des problèmes pour impliquer l'une de ces parties prenantes au niveau national, contactez <a href="#">l'Équipe d'Appui Conjointe</a> pour être mis en relation avec un membre du comité de direction de cette partie prenante à même de vous aider.</p> |
|--|--|

### Basé sur des preuves et axé sur les résultats

|   |  |
|---|--|
| <p>► Exploiter les données de la coopération pour le développement et les résultats</p> | <p>Votre pays/territoire a-t-il entrepris le suivi de l'efficacité de la coopération au service du développement en 2018, et des réflexions préliminaires ont-elles été menées sur les résultats du suivi ? Pouvez-vous identifier d'autres données et</p> |
|---|--|

|   |   |
|---|---|
|   | résultats pertinents relatifs à la coopération et aux partenariats au service du développement pour les ODD qui peuvent alimenter votre Dialogue d'action ?   |
| <b>Transparence et reddition de comptes</b>   |   |
| ► Fournir des informations opportunes aux parties prenantes concernées et au public                           | Comment comptez-vous informer les parties prenantes de votre Dialogue d'action et partager avec elles les résultats et la manière dont le dialogue informe les actions spécifiques à mener par le gouvernement et les parties prenantes concernées ?  |
| ► Établir un lien avec une commission parlementaire appropriée  | Existe-t-il une commission parlementaire compétente à laquelle vous pourriez relier les résultats et les actions issus de votre Dialogue, en vue de renforcer la reddition de comptes de la coopération au service du développement vis-à-vis de la circonscription nationale ?   |
| ► Explorer l'utilisation des médias sociaux pour une participation plus inclusive et centrée sur les citoyens | Y a-t-il des questions relatives à la coopération et aux partenariats au service du développement qui méritent l'avis des communautés et des citoyens en général ? Comment de telles perspectives axées sur les citoyens peuvent-elles éclairer au mieux votre Dialogue d'action ?  |
| <b>Établir une confiance</b>  |   |
| ► Assurer une bonne facilitation du Dialogue  | Comment envisagez-vous de générer un dialogue ouvert/franc et tourné vers l'avenir qui renforce/instaure la confiance mutuelle ? Comment pourriez-vous faire participer et impliquer un ou plusieurs partenaires qui peuvent jouer un rôle fédérateur important pour le Dialogue ?  |
| <b>Innovation</b>   |   |
| ► Explorer une variété d'outils et de moyens en ligne/numériques pour entreprendre le Dialogue                | En période de COVID-19, il peut ne pas être possible d'organiser des rencontres/dialogues en personne. Quelle pourrait être la combinaison adéquate de réunions virtuelles et d'outils en ligne permettant d'obtenir un engagement significatif de toutes les parties prenantes concernées ?  |
| ► Encourager les idées et réflexions novatrices et originales   | Existe-t-il des initiatives ou des plateformes qui peuvent apporter de nouvelles coalitions d'acteurs et des idées inédites ? Comment leur permettre de générer de nouvelles idées et promouvoir l'innovation en matière d'incitations à la modification des politiques, des systèmes et des approches en vue d'une coopération plus efficace au service du développement ? |

### C. Modèle de rapport des résultats de votre Dialogue d'action (1 à 2 pages)

| <b>Modèle de rapport pour communiquer les résultats d'un Dialogue d'action</b>  | <b>Nombre de mots suggéré</b> |
|---|-------------------------------|
| <b>Un court message</b> d'un ministre ou d'un membre haut placé du gouvernement, mettant en avant les questions émergentes clés liées à l'efficacité de la coopération et des partenariats au service du développement pour le Programme 2030, et comment le gouvernement y répond.   | 350 mots                      |
| <b>Synthèse des questions clés</b> comprenant ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contexte d'une coopération efficace au service du développement dans le pays, comment la coopération pour le développement est susceptible d'évoluer et l'impact de la COVID-19</li> <li>• Progression dans la mise en œuvre des principes conclus internationalement/adoptés nationalement pour une coopération efficace au service du développement et les défis clés de cette mise en œuvre</li> <li>• Réflexions sur l'utilisation et l'utilité des résultats de suivi du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED) pour les pays ayant participé aux précédents cycles de suivi</li> <li>• Possibilités et facteurs de réussite pour faire progresser et exploiter les principes d'une coopération efficace au service du développement</li> <li>• Accents sur la façon dont le gouvernement et les acteurs du développement répondent ou prennent des mesures pour répondre aux défis majeurs de l'efficacité</li> </ul> | 500 mots                      |

|  |          |
|--|----------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Domaines d'action prioritaires clés pour améliorer la façon dont le gouvernement et les acteurs du développement collaborent</li> </ul> <p>Bref aperçu des domaines suggérés où le Partenariat mondial peut soutenir le dialogue/l'action au niveau national et ce qui est nécessaire en matière d'action mondiale.</p>   |          |
| <p><b>Approche et processus utilisés pour un Dialogue d'action comprenant ce qui suit :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accent sur le dialogue, obtenu à partir de la description ci-dessus des questions clés</li> <li>• Approche et structure utilisées par le gouvernement pour organiser les réflexions/le dialogue et les mécanismes employés pour impliquer diverses parties prenantes dans le dialogue</li> <li>• Parties prenantes impliquées ayant apporté un soutien au Dialogue d'action</li> </ul> <p>Informations sur l'utilisation de données, d'analyse et de résultats pertinents du suivi de 2018 (le cas échéant)</p>   | 150 mots |
| <p><b>Défis/questions clés en matière d'efficacité.</b> Cette section souligne les défis/questions clés en matière d'efficacité qui ont émergé du Dialogue d'action ou auxquels ce dernier a répondu. Elle montre aussi les raisons principales des progrès ou du manque de progrès par rapport à l'exécution des principes et des engagements conclus internationalement pour une coopération efficace au service du développement.</p>   | 500 mots |
| <p><b>Possibilités.</b> Cette section met en avant les possibilités de faire progresser les efforts pour une coopération efficace au service du développement et pour les intégrer dans les efforts existants et/ou émergents afin de reconstruire en mieux et d'accélérer la progression de la mise en œuvre des ODD. Cela comprend les points saillants des changements clés de politique et de mécanismes institutionnels et de reddition de comptes qui ont été (ou seront) dirigés par le gouvernement et d'autres parties prenantes, et la façon dont les principes d'une coopération efficace au service du développement guident ou guideront le gouvernement et les partenaires qui travaillent ensemble.</p> | 500 mots |
| <p><b>Actions et étapes clés.</b> Cette section souligne les actions clés convenues par le biais du Dialogue d'action et les étapes clés planifiées pour améliorer l'efficacité de la coopération et des partenariats.</p>   | 350 mots |
| <p><b>Enseignements tirés et bonnes pratiques.</b> Cette section montre les leçons que le pays a tirées du Dialogue d'action (et qu'il souhaiterait partager avec d'autres pays), et comment il les appliquera dans son effort continu pour améliorer l'efficacité de la coopération et des partenariats au service du développement.</p>  | 350 mots |